

# Et la loi climat vécut ce que vivent les roses...

LE SOIR – EDITORIAL BEATRICE DELVAUX - 20/03/2019

*Tout ça, ce n'était que des mots : il n'y aura pas de loi climat.*

Et la loi climat vécut ce que vivent les roses, l'espace d'un matin.

« Ils » allaient la signer, elle était une urgence, on devait donner un signal fort aux jeunes soudain descendus dans la rue chaque jeudi, brossant l'école pour le climat. On les avait compris et on allait désormais agir en conséquence. Mais voilà, tout ça, ce n'était que des mots : il n'y aura pas de loi climat.

## LIRE AUSSI Pourquoi la loi climat a un pied dans la tombe

Ce qui gêne, ce sont les arguments utilisés, surtout celui de l'ouverture de la boîte de Pandore. C'est très petit comme excuse : se cacher derrière la crainte d'une révision d'une Constitution qu'on a si peu souvent hésité à triturer en tous sens pour remplir des objectifs bien moins louables. C'est aussi très faux et donc hypocrite : on a déjà modifié des articles sans toucher à l'édifice « sacré ».

Ce qui gêne, c'est la promesse faite hier au Parlement par les partis du « niet » de trouver d'autres moyens pour arriver au même résultat. Parle-t-on de ces accords de coopération entre fédéral et Régions qui ne se concluent jamais ou alors au prix de palabres sans fin et de complexités qui les rendent impraticables ? Faut-il rappeler aux politiques qui font ce serment les raisons qui ont poussé des experts à élaborer cette fameuse loi ? Il s'agissait de forcer via la Constitution « *toutes les entités belges à coopérer à une politique climatique efficace et à fixer les objectifs et les modalités* », parce que, dans ce pays, les hommes et femmes au pouvoir sont régulièrement pris en flagrant délit d'incapacité de gouverner ? Faut-il rappeler que spontanément, l'Etat fédéral et les Régions ne sont pas parvenus ces derniers mois à accoucher d'ambitions climatiques reconnues par les instances internationales ?

## LIRE AUSSI Que dit vraiment la loi climat?

Ce qui gêne, c'est le sentiment de se retrouver dans la même situation que le lundi qui avait suivi la marche pour le climat des 70.000 Belges en décembre dernier dans Bruxelles. Ce jour-là aussi « on les avait compris » et on avait promis d'agir en conséquence, pour découvrir le lendemain que la Belgique s'opposait et s'abstenait de voter pour des directives européennes climatiques majeures. Eh bien, c'est à peine croyable : après une dizaine de jeudis « brossés » avec des milliers de jeunes et de moins jeunes rassemblés dans nombre de villes, notre pays se (re)met en situation de devoir trouver un accord sans s'en donner aucunement les moyens.

La loi climat n'était peut-être de fait pas la panacée, mais son trépas est lui une autoroute pour une politique a minima (celle de la N-VA *by the way*). Hier à la Chambre, MR, Open VLD et CD&V ont déclaré qu'il y avait d'autres moyens de garantir ces ambitions climatiques. Mieux que des promesses électorales ? Chiche ! Aujourd'hui, en tout cas, ils sont des milliers à ne plus les croire.